

Journal de 12 heures  
Bernard Kouchner : « Les Hutu tuent les Tutsi  
et apparemment ont décidé de les tuer tous !  
Ça s'appelle un génocide ! »

Laurence Bobillier, Pascal Verdeau

France 3, 18 mai 1994

**Hier [17 mai] les Nations unies ont décidé l'envoi d'une mission à caractère strictement humanitaire.**

[Laurence Bobillier :] Bonjour. Des combats d'une cruauté insoutenable se poursuivent au Rwanda où les organisations humanitaires parlent de 400 000, voire 500 000 morts. Des massacres qui ont enfin fait réagir la communauté internationale : hier [17 mai] les Nations unies ont décidé l'envoi d'une mission à caractère strictement humanitaire. Pascal Verdeau.

[Pascal Verdeau :] La première caractéristique de la communauté internationale, c'est de ne pas exister [une incrustation "Frontière Tanzanie, aujourd'hui" s'affiche à l'écran]. Cette boutade du chercheur Pierre Hassner s'applique tragiquement au Rwanda [on voit des réfugiés parqués derrière un grillage]. Comment protéger efficacement les personnes qui fuient les combats pour se réfugier dans les pays voisins [diffusion d'images du pont de Rusumo sur lequel marchent des soldats du FPR puis gros plan sur un panneau indiquant "Tanzania / Keep left"] ?

Réponse : l'envoi de plus de 5 000 Casques bleus, décision mardi [17 mai] de l'ONU [une incrustation "Conseil de Sécurité ONU, 17 mai 1994" s'affiche à l'écran]. Des Casques bleus, bras armés de la communauté internationale, qui réclament des moyens : avions, véhicules blindés, camions [on voit les membres du Conseil de sécurité en train de voter à main levée]. Leur mandat : strictement humanitaire. Pas question selon Washington traumatisée par son expérience en Somalie de s'orienter vers une imposition de la paix. Paris

souhaitait une mission plus large et l'emploi de la force [gros plans sur les représentants du Rwanda, du Nigéria et de la France en pleine séance du Conseil de sécurité]. Mais pour protéger les populations, les Casques bleus pourront tout de même invoquer la légitime défense [diffusion d'images d'un camp de réfugiés].

Coup de semonce, hier soir [17 mai], de la part des rebelles du Front patriotique rwandais : "Si les forces de l'ONU cherchent à s'interposer, elles seront traitées en ennemi" [on voit un groupe de soldats du FPR en train de marcher].

Premier test pour les Nations unies : obtenir à présent la réouverture de l'aéroport de Kigali pour permettre de distribuer l'aide humanitaire [on voit des réfugiés en train de recevoir des vivres].

[Laurence Bobillier :] Bernard Kouchner est de retour du Rwanda où il a tenté en vain d'ouvrir des couloirs humanitaires. Il lance un véritable cri d'alarme. Son témoignage recueilli par Claire Sébastien et Christophe Airaud.

[Bernard Kouchner : "On entasse les gens dans les églises [une incrustation "Roissy, ce matin" s'affiche à l'écran]. On arrose... le toit avec de l'essence. On met une grenade. On a vu tout ça ! Alors il faut rappeler quelque chose quand même : y'a un groupe majoritaire – environ 90 % – ça s'..., qui s'appelle les Hutu. Y'a un groupe minoritaire qui s'appelle les Tutsi – 10 %. Les Hutu tuent les Tutsi et apparemment ont décidé de..., de les tuer tous ! Ça s'appelle un génocide ! On tue parce qu'on est Tutsi, pas parce qu'on a fait quelque chose de mal. Il y a une seule chose que je voudrais faire passer : quand comprendra-t-on, après combien de massacres, après combien d'enfants morts ? Quand on marche dans l'herbe, là-bas, autour de Kigali, on marche sur des crânes d'enfants coupés. On marche sur des corps qui ont été mangés par des chiens. Pas un membre de la ch..., famille n'a réchappé. Donc si on veut assister à ça, alors c'est classique : massacre, humanitaires qui crient que les politiques ont rien fait, et puis finalement les politiques font quelque chose et l'intervention internationale arrive trop tard, après le massacre. Alors est-ce qu'on comprendra une fois pour toutes que ce que on a appelé le droit d'ingérence, c'est qu'une force d'action rapide – sous le drapeau des Nations unies mais qui est..., peut être une force africaine, beaucoup mieux encore – vienne à la moindre alerte et mieux encore avant le massacre. Ça s'appellera la prévention, le droit d'ingérence, comme on veut. Ça empêcherait le massacre. Qu'est-ce qu'on peut faire maintenant ? Vous savez pourquoi on..., on n'intervient jamais ? C'est pas beau, on dit que c'est du néocolonialisme. On dit qu'on n'a pas de soldats, qu'on n'a pas d'argent

et qu'on n'a pas de volonté politique. Eh bien après le massacre on trouve des soldats, on trouve de l'argent et on trouve de la volonté politique. Seulement les gens sont morts".]